

GEOFFROY HUARD

LES GAYS SOUS LE FRANQUISME

DISCOURS, SUBCULTURES ET REVENDICATIONS À BARCELONE, 1939-1977



Ouvrage publié avec le soutien du laboratoire “El problema de la alteridad en el mundo actual”, HUM 536 de l'Université de Cadix

© Éditions Orbis Tertius, 2016

Éditions Orbis Tertius, 40, rue de Bruxelles F-69100 VILLEURBANNE

ISBN : 978-2-36783-053-7

ISSN : 2265-0776

e-ISBN : 978-2-36783-084-1

Photo de couverture : Geoffroy Huard

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	11
-------------------	----

PREMIÈRE PARTIE

LA FABRICATION DE L'IDÉOLOGIE SEXUELLE DOMINANTE

27

Chap. 1 : La construction de l'idéologie familialiste après la Guerre Civile.....	29
1. La famille et la procréation comme uniques objectifs de la sexualité.....	29
2. L'Assemblée Nationale de la Croisade de la Décence.....	31
3. La défense de la pudeur face à la décadence morale.....	33
Chapitre 2 : L'obsession de la différenciation sexuelle.....	37
1. La supposée complémentarité de l'homme et de la femme.....	37
2. La « rééducation » dans les prisons franquistes.....	42

DEUXIÈME PARTIE

LE MONDE DES « INVERTIS

47

Chap. 1 : La lutte contre la corruption des mineurs et la justice de classe...	49
1. Les lois pour protéger les mineurs du vice.....	51
2. La prostitution des mineurs et la protection de la jeunesse à Barcelone ..	51
3. Homosexualité et délinquance : la justice franquiste de classe.....	54
a) Vagabonds, délinquants et homosexuels, 1954-1970.....	54
b) L'augmentation de «l'homosexualisme», 1970-1977.....	57
Chap. 2 : Les « invertis » des classes populaires dans les bas-fonds de Barcelone ..	63
1. Le Quartier chinois.....	63
2. La prostitution comme «mode de vie».....	67
3. « L'étalage public de manières efféminées ».....	71
4. La reconnaissance légale d'un changement de sexe.....	73
5. Les bars et les rafles.....	77
6. Les pièges de la délinquance.....	81

TROISIÈME PARTIE
LES LUTTES POUR L'ÉGALITÉ SEXUELLE
85

Chap. 1 : Les prises de parole contre l'ordre établi	87
1. La littérature contre l'ordre hétérosexiste	87
2. La presse contre l'ordre hétérosexiste	88
3. 1960 : La génération des mouvements contestataires	90
a) Les mouvements contestataires dans le monde	90
b) Le Mouvement Ibérique de Libération (MIL, 1969-1974)	91
c) La contre-culture barcelonaise.....	92
d) Stonewall et le Gay Liberation Front	96
Chap. 2 : La solidarité homophile franco-espagnole, 1970-1975	99
1. Arcadie, réformer les injustices, 1954-1982	100
2. Les homophiles espagnols et Arcadie contre la nouvelle loi franquiste.....	103
3. Le Mouvement Espagnol de Libération Homosexuelle (MELH), 1972-1975....	111
4. Le bulletin pour le Regroupement Homophile pour l'Égalité Sexuelle (AGHOIS) et Arcadie, 1972-1974	116
a) La création du bulletin.....	116
b) Réformer les esprits pour l'intégration des homophiles	122
5. Les autorités espagnoles et françaises contre la solidarité homophile	124
6. L'influence des mouvements gays internationaux à la fin du franquisme	126
CONCLUSION	131
BIBLIOGRAPHIE	133

QUATRIÈME PARTIE
DOCUMENTS D'ARCHIVES

INTRODUCTION

J'envisageais ce livre à l'origine comme un opus sur l'homosexualité en Andalousie sous le franquisme. Non pas pour des raisons biographiques, mais plutôt parce qu'il s'agissait d'une région oubliée de l'histoire gay malgré la célébrité de la ville de Cadix au XIX^{ème} siècle comme une des capitales les plus importantes de l'« inversion ». Cette réputation a été soulignée récemment par les historiens Francisco Vázquez García et Richard Cleminson¹. Les auteurs démontrent en effet qu'il existait à cette période une importante subculture gay² à Cadix et dans les principales villes espagnoles, avec un langage, des rituels et des enclaves propres. Selon eux, à partir de l'avènement du franquisme, cette subculture aurait pratiquement disparu de l'espace public en raison de la persécution et de la stigmatisation auxquelles étaient condamnés les « invertis » alors que cette subculture brillait encore de mille feux pendant les décennies 1920 et 1930.

Je voulais donc savoir ce qu'il en était après cette date dans le sud de la péninsule. Et surtout, je souhaitais voir ce qu'il restait de cette

1. Francisco Vázquez García et Richard Cleminson, *Los invisibles. Una historia de la homosexualidad masculina en España, 1850-1939*, Grenade, Comares, 2011. Ce livre a d'abord été publié en anglais en 2007 : Richard Cleminson et Francisco Vázquez García, *Los invisibles. A History of Male Homosexuality in Spain, 1850-1939*, Cardiff, University of Wales Press, 2007.

2. J'emploie le terme de « subculture gay » dans le sens d'un monde gay où les individus sont liés par leur « déviance » commune par rapport aux normes. Cf. George Chauncey, *Gay New York, op. cit.* ; Didier Eribon, *Réflexions sur la question gay*, Paris, Fayard, 1999 et Óscar Guasch, *La sociedad rosa*, Barcelone, Anagrama, 1991. Le mot « gay » a été employé en Espagne à partir de la fin des années 1970, c'est pourquoi il peut sembler anachronique de l'utiliser ici. Cependant, je l'emploie par facilité de langage pour éviter les répétitions du mot « homosexuel ».

subculture gay avant la célèbre Transition Démocratique qui aurait fait naître à nouveau le monde gay après la dictature, comme le laissent à penser aujourd'hui les très nombreuses publications sur cette période¹. Je cherchais alors à comprendre pourquoi il n'existe en revanche pratiquement aucune publication d'envergure sur la période franquisme, seulement quelques ouvrages de vulgarisation qui parlent de persécution en se basant sur quelques rares témoignages². Je me proposais donc de consulter en premier lieu les archives judiciaires d'Andalousie conservées à Séville afin de voir s'il était possible de reconstruire la subculture gay à partir des rapports de police, de médecins, de la police, des actes des procès, etc.

Cependant, mon enthousiasme fut vite freiné par le refus catégorique et répété de la directrice des Archives de Séville malgré mon insistance et mon engagement à anonymiser les noms dans les documents de moins de cinquante ans, comme la loi le stipule. Je me suis tourné alors vers d'autres centres d'archives dans d'autres villes de l'État espagnol. Je n'obtins aucune réponse des administrations madrilènes en dépit de mes nombreux courriers, mais j'obtins en revanche très rapidement une réponse positive de la directrice des Archives judiciaires de Barcelone, Bibiana Palomar Baró. Mon livre allait à partir de là prendre forme dans et sur la capitale catalane, qui s'avérait être la capitale gay de l'État espagnol sous le franquisme. En effet, Barcelone était, si j'ose dire, la capitale « gay » de l'État espagnol, ou la ville la moins conservatrice, et attirait donc beaucoup d'homosexuels qui souhaitaient vivre plus librement leur sexualité. On peut même parler d'émigration sexuelle

1. Par exemple : Jordi Petit, *25 años más: una perspectiva sobre el pasado, el presente y el futuro del movimiento de gays, lesbianas, bisexuales y transexuales*, Barcelone, Icaria, 2003 ; Ricardo Llamas et Fefa Vila, "Spain: Passion for Life. Una historia del movimiento de lesbianas y gays en el Estado Español" dans Xosé M. Buxán (ed.), *Conciencia de un singular deseo*, Barcelone, Laertes, 1997, p. 189-224.

2. Arturo Arnalte, *Redada de violetas. La represión de los homosexuales durante el franquismo*, Madrid, La esfera de los libros, 2003 ; Fernando Olmeda, *El látigo y la pluma. Homosexuales en la España de Franco*, Madrid, Oberon, 2004 ; Nathan Baidez Aparicio, *Vagos, maleantes... y homosexuales. La represión a los homosexuales durante el franquismo*, La Garriga, Malhivern, 2007 ; Lucas Jurado Marín, *Identidad. Represión hacia los homosexuales en el franquismo*, Antequera, La Calle, 2014. Un recueil, cependant, a commencé à compléter ces études généralistes : Javier Ugarte Pérez (ed.): *Una discriminación universal. La homosexualidad bajo el franquismo y la transición*, Madrid-Barcelone, Egaless, 2008.

tant les cas sont nombreux dans les archives. Ils provenaient de toute l'Espagne, essentiellement d'Andalousie. Quant à l'Andalousie, d'autres chercheurs ou chercheuses auront peut-être plus de chance lorsque les autorités andalouses auront vu le travail pionnier des autorités catalanes.

Je souhaitais me plonger dans ces archives car les tribunaux de « vagabonds et délinquants » et ceux de « dangerosité et réhabilitation sociale » étaient ceux qui condamnaient les homosexuels avec les lois de 1954 et 1970. Néanmoins, il n'y avait absolument aucune étude approfondie sur la question à une période où l'Espagne commençait d'être traversée par un vent de contestation de la mémoire historique officielle. J'ai donc découvert à Barcelone un véritable trésor de plus de 1000 dossiers de personnes ayant été condamnées ou arrêtées pour un motif en lien avec l'homosexualité. Et ces archives – dont de nombreux dossiers font plus de 200 pages – n'avaient jamais été dépouillées. Ce long travail de dépouillement m'a permis de nuancer certaines idées reçues construites par la mémoire gay. En effet, d'après les archives, il semblerait que les représentations que nous nous faisons aujourd'hui des gays sous le franquisme ne soient pas tout à fait exactes, ou, tout du moins, incomplètes. Ce livre interroge donc comment notre mémoire à propos des gays sous Franco a été façonnée. Grâce à ces archives, je voudrais ainsi confronter le décalage entre la mémoire gay et les faits historiques et comprendre à quoi ce décalage est dû.

Je tiens à préciser qu'il ne s'agit pas pour moi de tomber dans une sorte de révisionnisme conservateur. Il s'agit plutôt de compléter les témoignages existants avec le dépouillement systématique d'archives pour dépasser les analyses actuelles qui consistent à étudier le passé franquiste avec nos catégories d'analyse d'aujourd'hui. Cet anachronisme ne permet pas d'analyser de façon détaillée et nuancée les politiques sexuelles du régime franquiste. Je me suis donc attaché à historiciser tous ces documents.

D'autre part, je me suis intéressé principalement aux modes de vies et de sociabilités des « invertis » comme l'on disait sous le franquisme, ou des « gays » comme l'on dit aujourd'hui, en particulier à ceux des classes populaires totalement absents jusqu'à présent des études sur l'homosexualité en Espagne. Il existe pourtant des ouvrages de référence, notamment *De Sodoma a Chueca* d'Alberto Mira, qui a été un des

points de départ de mon propre travail¹. Cependant, cet ouvrage part de l'étude de romans, essais et films en se centrant sur l'homosexualité dans l'œuvre d'auteurs ou de réalisateurs issus en général de milieux aisés, qui donnent souvent des caricatures des homosexuels des classes populaires. C'est donc vers les archives judiciaires que je me suis tourné pour mener une étude historique et non littéraire, plus systématique, de la subculture ou des subcultures gays à Barcelone sous le franquisme.

Il s'agissait également de ne pas limiter mon intérêt aux « mouvements » revendicatifs à partir du début des années 1970 comme point de départ de l'histoire contemporaine de l'homosexualité. Là encore, de nombreuses études existent sur les différents mouvements à partir de la Transition, comme s'il s'agissait de la naissance du mouvement gay contemporain. Mais les modes de vie des homosexuels en sont complètement absents². Comment était-il alors possible de reconstituer le « monde gay » sous le franquisme³ ? Il semble que l'analyse des archives judiciaires et des entretiens avec des acteurs de l'époque était la solution la plus féconde pour découvrir à Barcelone la subculture gay que beaucoup jugeaient inexistante. En effet, nombreux ont été celles et ceux, lorsque j'écrivais ce livre, à être surpris par mon projet, pensant que les gays étaient condamnés au silence et à la persécution et qu'il ne pouvait donc pas y avoir de « monde gay ».

Néanmoins, depuis l'ouvrage éblouissant de George Chauncey sur le monde gay à New York entre 1890 et 1940, je supposais qu'il était sans doute possible d'étendre ses analyses au cas espagnol. Chauncey a exploré les modes de vie et les pratiques subculturelles des gays dans la

1. Alberto Mira, *De Sodoma a Chueca. Una historia cultural de la homosexualidad en España en el siglo XX*, Madrid-Barcelone, Egales, 2004.

2. Jordi Monferrer Tomàs, *Identidad y cambio social*, Barcelone/Madrid, Egales, 2010 ; Armand de Fluvià, "Los movimientos de liberación homosexual en el Estado español" en M. S. Weinberg et C. J. Williams (ed.), *Homosexuales masculinos*, Barcelone, Fontanella, 1977 ; Armand de Fluvià, "El movimiento homosexual en el Estado español", en José Ramón Enríquez (ed.), *El homosexual ante la sociedad enferma*, Barcelone, Tusquets, 1978 ; Ricardo Llamas y Fefa Vila, "Spain: Passion for Life. Una historia del movimiento de lesbianas y gays en el Estado Español" en Xosé M. Buxán (ed.), *Conciencia de un singular deseo, op. cit.*

3. J'utilise ici le concept de George Chauncey. George Chauncey, *Gay New York. Gender, Urban Culture and the Making of the Gay Male World, 1890-1940*, New York, Basic Books, 1994.

ville de New York entre 1890 et 1940¹. Ce livre a introduit une rupture dans l'histoire de l'homosexualité car il démontre qu'une subculture gay extrêmement variée a toujours existé et ce bien avant la « libération homosexuelle ». George Chauncey a façonné le concept de « monde gay » pour rendre compte de la diversité et de la multiplicité des interactions. Son analyse impliquait de dissoudre trois mythes :

– le mythe de l'isolement, « qui [voulait] que l'hostilité à l'encontre des homosexuels ait empêché le développement d'une vaste subculture gay et contraint les gays à vivre des vies solitaires au cours des décennies qui ont précédé l'émergence d'un large mouvement gay » ;

– le mythe de l'invisibilité qui prétendait que des mondes gays « étaient volontairement tenus secrets et restaient donc difficiles à trouver pour les gays isolés » ;

– le mythe de l'intériorisation qui affirmait que les gays « auraient intériorisé le regard que la culture dominante portait sur eux – des êtres malades, pervers et immoraux – et que la haine de soi les aurait conduits à accepter la répression plutôt qu'à y résister »².

À partir du travail de Chauncey, j'ai voulu vérifier que l'invisibilité était également un mythe qui caractérisait l'histoire gay en Espagne après la Guerre Civile. Grâce à toutes les archives inédites que j'ai pu consulter, je montre qu'un monde gay masculin fut également extrêmement développé et visible à Barcelone, sous la dictature, comme il était logique de le supposer après le travail de George Chauncey.

Outre le travail pionnier de Chauncey, d'autres ouvrages m'ont permis d'approfondir l'analyse des modes de vie des « invertis ». Je pense en particulier à la recherche de Matt Houlbrook qui s'attache à restituer le Londres *queer*³. Cette importance portée sur la sexualité et la sociabilité a permis de rendre visible la culture des classes populaires absente des études centrées seulement sur les associations, la littérature

1. George Chauncey, *Gay New York, ibid.*

2. George Chauncey, *Gay New York*, Paris, Fayard, 2003, traduction de Didier Eribon.

3. Matt Houlbrook, *Queer London. Perils and Pleasures in the Sexual Metropolis, 1918-1957*, Londres/Chicago, University of Chicago Press, 2006.

ou le cinéma¹. Ce sont ces pratiques des « invertis » des classes populaires que j'ai voulu restituer ici.

Par conséquent, cette recherche est une histoire socioculturelle de l'homosexualité qui se propose de reconstituer les subcultures, les discours sur l'homosexualité et les discours des homosexuels, les politiques et la géographie concernant l'homosexualité à Barcelone entre 1939 et 1977. Néanmoins, je n'ai pu consulter les archives judiciaires qu'à partir de 1945. Où sont conservées les archives des premières années du franquisme ? Cette question reste encore aujourd'hui sans réponse. Elles ne sont en tout cas pas conservées aux Archives judiciaires de Barcelone. Une étude systématique sur les toutes premières années du franquisme reste donc encore à faire. Cette recherche s'arrête approximativement en 1977, deux ans après la mort de Franco. D'après l'historiographie actuelle, nous sommes déjà en pleine Transition vers la Démocratie depuis plusieurs années (1973 pour certains, 1975 pour d'autres). Cependant, concernant la sexualité des gays, c'est seulement à partir de 1977 que nous pouvons parler de « Transition sexuelle » puisque les dossiers de dangerosité commençaient d'être annulés à partir de cette date. C'est-à-dire que les premières évolutions des autorités judiciaires à propos des gays ne sont pas apparues à la mort de Franco en 1975 mais seulement deux ans après, en 1977. C'est pourquoi je considère que pour les homosexuels, la Transition sexuelle a véritablement commencé à partir de là. Le franquisme s'est donc éteint pour eux à partir de cette date. J'ai néanmoins consulté les archives des tribunaux de « dangerosité et réhabilitation sociale » de Catalogne et des Baléares jusqu'en 1980 : le régime franquiste ne s'est en effet pas éteint du jour au lendemain avec la mort de Franco. Certains homosexuels délinquants étaient toujours condamnés ou arrêtés parce qu'ils se prostituaient ou bien parce qu'ils faisaient « étalage de leur défaut d'inverti », « étalage public de manières efféminées » ou encore pour une « extériorisation scandaleuse de l'inversion », ou une « conduite désordonnée blessant la moralité et les bonnes mœurs ». J'analyse également brièvement l'évolution du traitement juridique de l'homosexualité après la mort de Franco jusqu'au début des années 1980, sans mener toutefois une étude approfondie des

1. Alberto Mira, *De Sodoma a Chueca*, op. cit., p. 287-413 ; Alejandro Melero, *Placeres ocultos, gays y lesbianas en el cine español de la Transición*, Madrid, Notorious, 2010.

revendications des homosexuels à partir de cette date car de nombreux ouvrages existent déjà sur le sujet¹.

Je m'attache à analyser en premier lieu la régénération morale dans l'après-guerre. Selon les autorités, l'idée de défaite de la nation dans le contexte post-guerre civile était liée à la perte de moralité de la population : prostitution, délinquance juvénile, faible natalité, homosexualité, communisme et athéisme dont les républicains étaient coupables. Il s'agissait des maux de la société que les autorités devaient soigner pour régénérer la nation. Il y avait une sorte de métaphore de la défaite de la nation comme un corps malade à cause des maux dont souffrait la population. Les autorités se proposaient de soigner ces maux avec des discours et des politiques qui non seulement réprimaient ces pratiques mais encourageaient en même temps la procréation et la famille comme les seuls objectifs de la sexualité. Tout type de sexualité contraire à ce modèle était contraire aux « bonnes mœurs ». La figure du mineur occupa alors une place importante dans ce que j'appelle la « fabrication de l'idéologie sexuelle dominante ». Il fallait le protéger de la « corruption » que représentait le monde du « vice ». Il fallait régénérer la nation après l'errance républicaine. C'est pourquoi des politiques natalistes furent développées et accompagnées d'un certain nationalisme viril dans le but de redresser la patrie et régénérer la grandeur de l'Espagne. La médecine, la psychiatrie, les autorités religieuses ou juridiques, les associations de défense de la « moralité publique » ainsi que la presse, élaborèrent et diffusèrent dans leurs discours cette idéologie sexuelle dominante qui critiquait les mauvaises mœurs et surtout leur visibilité.

Cette visibilité était patente dans de nombreux lieux publics. Un intense commerce sexuel avait lieu alors à Barcelone. C'est ce commerce que j'étudie dans la deuxième partie de ce livre. Cette visibilité

1. Par exemple : Kerman Calvo, *Pursuing Membership in the Polity: The Spanish Gay and Lesbian Movement in Comparative Perspective (1970-1997)*, Madrid, Instituto Juan March, 2005 ; Jordi Monferrer Tomàs, *Identidad y cambio social*, Barcelone/Madrid, 2010 ; Armand de Fluvià, "Los movimientos de liberación homosexual en el Estado español" dans M. S. Weinberg et C. J. Williams (ed.), *Homosexuales masculinos*, Barcelone, Fontanella, 1977 ; Armand de Fluvià, "El movimiento homosexual en el Estado español", dans José Ramón Enríquez (ed.), *El homosexual ante la sociedad enferma*, Barcelone, Tusquets, 1978 ; Ricardo Llamas y Fefa Vila, "Spain: Passion for Life. Una historia del movimiento de lesbianas y gays en el Estado Español" dans Xosé M. Buxán (ed.), *Conciencia de un singular deseo, op. cit.*

apparaissait également dans de nombreux lieux de sociabilité comme les bars et les clubs « spécialisés », dans certains quartiers de la ville. Il y avait des spectacles et des concours de travestis dans le Quartier chinois de la capitale catalane. Certaines publications y faisaient référence. On pouvait par exemple apercevoir dans la rue des homosexuels efféminés, d'autres qui se tenaient par la taille ou s'embrassaient. La prostitution et la délinquance occupaient aussi une place importante dans ces endroits spécialisés qu'étaient le Quartier chinois et Montjuïc.

Je me suis efforcé de reconstituer la géographie et les pratiques de ces interactions aussi bien sexuelles que de sociabilité par l'étude de la presse et des archives juridiques des tribunaux de vagabonds et délinquants, de dangerosité et de réhabilitation sociale de Catalogne et des Baléares, conservées à Barcelone. Je montre non seulement comment fonctionnaient ces interactions d'après les archives, mais surtout comment les autorités judiciaires et juridiques surveillaient de façon irrégulière le monde gay. Contrairement à une légende noire née de la promulgation des deux lois franquistes de 1954 sur les vagabonds, les délinquants et les homosexuels, et de 1970 sur les « dangers sociaux » dont faisaient partie les homosexuels, les chiffres montrent clairement qu'il n'existait pas une persécution ou répression systématiques. Il y avait même à Barcelone sous la dictature franquiste une certaine permissivité à l'égard des « invertis ». Ce qui ne veut pas dire, bien évidemment, que la répression n'existait pas.

J'ajouterai qu'il ne s'agit pas de nier la répression ni de réhabiliter les politiques sexuelles du régime franquiste. Je me suis basé principalement sur les archives judiciaires, c'est-à-dire des personnes arrêtées et bien souvent condamnées. Il s'agit plutôt de comprendre le fonctionnement des institutions franquistes envers les gays au-delà des simplifications et généralisations hâtives qui se sont imposées à nous depuis la fin du régime.

Enfin, j'analyse les luttes pour l'égalité sexuelle. Je montre qu'il n'a pas fallu attendre la Transition pour voir apparaître des revendications homosexuelles. Elles étaient déjà nombreuses sous le franquisme. Néanmoins, étant donné les conditions du régime, elles se manifestaient sous d'autres formes que celles que nous connaissons aujourd'hui : des articles dans la presse, le courage manifesté face à la police et aux juges

par les « invertis » arrêtés, nombreux à défendre leur sexualité lors des interrogatoires, et surtout la création au début des années 1970 d'un mouvement clandestin pour lutter contre la nouvelle loi franquiste sur la « dangerosité et réhabilitation sociale ». Ce groupuscule choisit le nom de « Regroupement Homophile pour l'Égalité Sexuelle » (AGHOIS¹), renommé par la suite « Mouvement Espagnol de Libération Homosexuelle » (MELH). Ces revendications peuvent sembler à certains bien timides aujourd'hui, mais c'est en les replaçant dans leur contexte qu'il est possible de les appréhender. Il ne s'agit pas en effet de les étudier à partir de nos catégories d'analyse actuelles, près d'un demi-siècle plus tard, – il s'agirait d'un anachronisme simpliste – mais bien de les replacer dans leur contexte historique, en oubliant l'espace d'un instant les revendications des mouvements de « libération » qui ont conditionné notre regard sur le passé gay antérieur aux années 1970.

Ce « Mouvement Espagnol de Libération Homosexuelle » défendait une conception « homophile » de l'homosexualité, à l'instar d'Arcadie présent en France entre 1954 et 1982, considérant que le mot « homosexuel » était réducteur car il se référait au seul aspect sexuel. Il défendait cependant une conception révolutionnaire – au sens du Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (FHAR) – à partir de 1973, lorsqu'il reçut l'influence d'autres mouvements. Au même moment, le FHAR était déjà très divisé. De plus, si le MELH défendait une conception révolutionnaire à partir de 1973, cela ne signifie pas qu'il rompit avec les thèses homophiles comme le FHAR. Il se convertit plutôt en un mouvement réformiste-révolutionnaire².

Mais avant cela, l'influence et l'aide d'Arcadie furent fondamentales. En effet, entre 1972 et 1975, Arcadie édita le bulletin de l'association homophile AGHOIS. Ce bulletin était préparé clandestinement à Barcelone mais ne pouvait pas être envoyé directement aux abonnés car les auteurs pouvaient être condamnés pour association illégale. Arcadie se chargea donc d'envoyer le bulletin aux abonnés espagnols. Les autorités françaises et espagnoles étaient au courant et le ministre espagnol des affaires étrangères et Interpol intervinrent directement pour interdire

1. AGHOIS : Agrupación Homófila para la Igualdad Sexual.

2. Pour une histoire du FHAR, je renvoie à mon ouvrage : *Au-delà de la « libération homosexuelle ». Le monde gay à Paris pendant les Trente Glorieuses* (à paraître).

cette « solidarité homophile franco-espagnole ». Ces faits montrent que les caricatures sur le conservatisme d'Arcadie instaurées par le FHAR sont en partie inexactes¹. Arcadie n'était pas seulement une association ou un club privé où l'on ne faisait que danser et discuter, elle prit des risques importants pour aider les « homophiles » sous le franquisme.

Ce livre s'attache donc à critiquer plusieurs idées reçues. Tout d'abord, il a toujours été dit partout que l'homosexualité était condamnée sous le franquisme. Il est vrai que dans les années 1950 des hommes ont été condamnés pour avoir eu des relations sexuelles avec des hommes mais ce ne fut pas dans la capitale catalane, plutôt dans des villes ou villages éloignés comme Vendrell par exemple. Il y avait des « individus homosexuels » condamnés pour avoir pratiqué « des aberrations homosexuelles » selon les termes employés à l'époque. Jusqu'ici rien de véritablement nouveau. On a tous entendu, moi-même lorsque j'écrivais le livre, qu'il y avait eu une répression très importante, certains parlent même de « persécution », qu'il n'y avait pas de vie gay possible, ni de milieu gay, etc. Cela semble confirmé par certains témoignages et ces archives que je viens de citer. En outre, une première arrestation ne donnait pas lieu à une condamnation, en règle générale. C'était seulement le cas en cas récidive. Dans certains départements catalans quelques homosexuels furent condamnés dès la première arrestation ; cela n'était pas le cas dans la capitale. Il est probable que les autorités judiciaires aient agi de la même manière dans les petites villes espagnoles. D'autres recherches à partir d'autres fonds d'archives régionaux devront le démontrer.

Néanmoins, à partir des années 60, le tribunal de vagabonds et délinquants de Barcelone ne condamnait plus l'homosexualité en tant que telle bien que la loi des vagabonds et délinquants incluait les homosexuels à partir de 1954 (il fallait qu'il y ait une certaine récurrence dans les faits. En principe, un acte isolé n'était pas condamné). À partir de 1958, en Catalogne et surtout à Barcelone, le tribunal condamnait l'homosexualité si et seulement si elle avait un lien avec la délinquance et la prostitution. Si ce n'était pas le cas, les homosexuels n'étaient pas

1. Pour une étude détaillée des critiques du FHAR à propos d'Arcadie, je renvoie à l'ouvrage de Julian Jackson, *Arcadie. La vie homosexuelle en France de l'après-guerre à la dépénalisation*, Paris, Autrement, 2009.

condamnés. C'est-à-dire qu'on ne condamnait pas les homosexuels mais les homosexuels vagabonds et délinquants.

D'autre part, à cette même période, le nombre de condamnations pour homosexualité et vagabondage augmenta de façon significative. Entre 1956 et 1970, la période d'application de la première loi célèbre, il y a eu 342 homosexuels condamnés, 341 hommes et 1 seule femme. C'est pourquoi ce travail ne concerne que l'homosexualité masculine, même s'il fait parfois référence aux lesbiennes et au lesbianisme. Cette absence est due en partie aux différences culturelles entre lesbiennes et homosexuels. La sexualité dans les lieux publics par exemple n'est pas un élément important des cultures lesbiennes. Les sources ne sont donc pas les mêmes et l'accès est parfois difficile. De plus, parmi les 553 condamnés par les lois de vagabonds et délinquants et celles de dangerosité et de réhabilitation sociale entre 1956 et 1980 à Barcelone on compte seulement une femme. Le Regroupement Homophile pour l'Égalité Sexuelle ne comptait que quelques lesbiennes. Et la « visibilité » à laquelle faisait référence la presse concernait pour l'essentiel les hommes homosexuels. C'est pourquoi un travail de recherche sur les lesbiennes en Espagne reste donc encore à faire¹.

Comment expliquer cette augmentation des condamnations et comment expliquer la différence dans le type de condamnation ? C'est-à-dire non plus l'homosexualité condamnée mais l'homosexualité en lien avec le vagabondage et la délinquance ? Tout d'abord, il semble qu'il était matériellement impossible de condamner tous les homosexuels en raison du surpeuplement carcéral, et d'autre part, il semble également que cela coïncide avec l'arrivée au tribunal de vagabonds et délinquants du juge Antonio Sabater Tomás. Il s'agit certainement d'un combat personnel de ce juge contre les homosexuels vagabonds et délinquants puisque, de fait, il deviendra célèbre en publiant deux ouvrages de référence sur la question de l'homosexualité et la jurisprudence en 1962 et en 1972. Ce que je veux donc montrer est que cette image selon laquelle « l'homosexualité était condamnée » n'est pas tout à fait exacte.

1. Des travaux de qualité inégale voient le jour peu à peu en Espagne sur la question. Par exemple, Raquel Osborne (ed.), *Mujeres bajo sospecha. Memoria y sexualidad, 1930-1980*, Madrid Fundamentos, 2012 ; Raquel Platero (ed.), *Lesbianas. Discursos y representaciones*, Madrid, Melusina, 2008 ; Raquel Platero, "Lesboerotismo y la masculinidad de las mujeres en la España franquista", *Bagoas*, n° 3, p. 15-38, 2009.

Les gays qui pouvaient justifier un travail « honnête » et des revenus licites n'étaient jamais condamnées, en tout cas pas à Barcelone d'après les archives consultées.

L'augmentation de la répression policière était sans doute aussi la réponse des autorités espagnoles à la vague de libéralisation qui parcourait alors l'Europe. Les autorités espagnoles ne s'attachaient pas particulièrement à la répression des relations sexuelles entre hommes mais se concentraient pour l'essentiel sur la relation entre homosexualité et délinquance dans les milieux interlopes ainsi que les relations avec les mineurs.

J'ajouterai qu'un des points originaux de ce travail consiste à montrer que les homosexuels condamnés sous le franquisme appartenaient tous aux classes populaires. La grande majorité n'avait pas de travail « honnête », beaucoup exerçait la prostitution, commettait des vols ou étaient des ouvriers ou des employés de basse catégorie. Jamais il n'apparaît dans les archives des homosexuels des classes moyennes ou de la bourgeoisie. Cela veut dire qu'un homosexuel qui gagnait sa vie « honnêtement » n'était pas considéré par les autorités franquistes comme un « danger social ». L'homosexualité n'était donc pas un problème pour le régime. C'était un problème lorsqu'elle était associée au vagabondage et à la prostitution. Pensons par exemple aux écrivains Juan Goytisolo et Jaime Gil de Biedma. Ils appartenaient à la bourgeoisie voire à la très grande bourgeoisie et furent arrêtés au cours d'une rafle dans le Quartier Chinois en août 1958 comme le raconte Goytisolo dans ses mémoires. Puis ils furent relâchés « grâce à une intervention efficace du père de Jaime » selon Goytisolo et parce qu'ils avaient un travail « honnête ». De fait, ces auteurs n'apparaissent pas dans les archives. Par conséquent, la justice franquiste à Barcelone semble avoir été une véritable justice de classe, envers les gays tout du moins. C'est en tout cas ce que laisse penser l'étude des archives des tribunaux de « vagabonds et délinquants » et de « dangerosité et réhabilitation sociale » de Catalogne et des Baléares.

L'étude de Barcelone sous la dictature me paraissait d'un intérêt particulier car cette réalité politique particulière au regard de la plupart des autres pays européens à la même période a elle aussi imposé des catégories d'analyses binaires simplificatrices. Sous la démocratie les homosexuels seraient « libres » alors que sous la dictature franquiste les

homosexuels auraient connu une « persécution » à grande échelle. Mais les archives montrent que cela n'est pas tout à fait vrai. Les autorités espagnoles considèrent l'homosexualité pratiquement de la même façon qu'en France et dans le reste des pays occidentaux : un « vice » ou une « maladie » qui « corrompt » la jeunesse et qu'il fallait donc réprimer ou soigner.

Il serait également intéressant de retrouver et d'analyser les archives concernant les célèbres prisons « pour homosexuels » de Huelva et de Badajoz afin de comprendre le fonctionnement de ce type d'institution à l'égard des homosexuels. Au cours la rédaction de ce livre, je me suis également intéressé à cet aspect. Mais personne, semble-t-il, ne sait ou ne veut savoir où se trouvent ces précieux documents. Quelques délinquants homosexuels arrêtés en Catalogne ou aux Baléares ont été arrêtés par la suite dans d'autres villes de l'État espagnol et envoyés dans ces prisons du sud de l'Espagne où il y avait une « galerie » pour homosexuels comme à Madrid et à Barcelone. J'ai pu ainsi consulter plusieurs dossiers de la sorte car pour les personnes ayant eu une première condamnation en Catalogne ou aux Baléares, tout le dossier était conservé à Barcelone. Mais ces quelques cas particuliers ne permettent pas aujourd'hui de réaliser une étude approfondie de ces prisons.

Il existe une autre idée reçue à propos des gays sous le franquisme, c'est celle de la persécution des transsexuel-le-s. En effet, la répression est évidente d'après les archives, en revanche, il est difficile de parler de « persécution ». De plus, il existe un cas particulièrement intéressant concernant une personne née homme à Madrid, et arrêtée à l'âge de 25 ans en 1975 parce qu'elle « faisait ostentation de sa condition d'homosexuel » et parce qu'elle était maquillée et qu'elle portait des vêtements de femme. Il s'agit en fait d'une personne qui se dit hétérosexuelle et transsexuelle arrêtée à de nombreuses reprises à la fin des années 1970. Elle nie être homosexuelle et déclare être en traitement pour changer de sexe. Elle possède même un certificat médical dans lequel on lui conseille de changer de sexe et également de pouvoir changer ses papiers à l'état civil. Ce qui est surprenant ce n'est pas un cas de transsexualité, cela a toujours été extrêmement fréquent. Les opérations étaient réalisées à l'époque à Casablanca et à Amsterdam. Le fait de posséder un certificat médical conseillant le changement d'état civil ne

semble pas extrêmement surprenant non plus. Certains médecins étaient, semble-t-il, très ouverts. En revanche, ce qui paraît vraiment surprenant c'est que les autorités franquistes aient permis en 1977 le changement de sexe sur la carte d'identité et l'acte de naissance. Il y en a une copie dans les archives, je cite : « le sexe de la personne inscrite est modifié: il s'agit d'une femme et non d'un homme, et le nom est Ana au lieu de Pablo ». Le changement d'identité de genre a eu lieu en 1977, trente ans avant la loi d'identité de genre approuvée par le gouvernement Zapatero en 2007. Trente ans avant ! On peut se demander pourquoi les autorités franquistes acceptèrent de changer le sexe et le nom sur les papiers de cette personne ? Probablement, et il s'agit seulement d'une hypothèse, le poids des autorités médicales qui demandèrent ces changements joua en sa faveur, et d'autre part, peut-être qu'elles souhaitaient qu'il y ait correspondance entre le sexe et le genre puisqu'elle disait ne pas être homosexuelle. Peut-être il y a-t-il d'autres motifs que d'autres chercheurs ou chercheuses devront rechercher.

Je parle de ce cas car je cherche à savoir comment on a pu oublier ce type d'avancée sociale sous le franquisme, car il faut bien reconnaître qu'il s'agit d'une avancée alors que la mémoire gay parle seulement de répression et de persécution. Il est vrai que cette personne a été arrêtée à de nombreuses reprises et elle a dû lutter contre les autorités, mais on ne peut pas nier qu'un changement d'identité de genre reconnu légalement en 1977 représente une avancée sociale.

Ce qui m'intéresse ici est de savoir comment nous avons pu oublier l'histoire gay sous le franquisme ? Il y a en outre d'autres images déformées : il n'y aurait pas eu de milieu gay sous le franquisme. Or, cela est faux. D'après mes recherches, un milieu gay très développé existait, des touristes s'y rendaient, des publications y faisaient référence, etc. Comment avons-nous pu oublier tout cela ? Il me semble que les mouvements de libération homosexuelle postérieurs au franquisme, des témoignages, des publications, des historiens ont instauré des catégories d'analyse rétrospectives binaires et biaisées tout à fait réductrices ou simplificatrices : avant/après, oppression/libération ; dans le placard/sortir du placard, répression/liberté. Et toutes ces catégories d'analyse nous ont fait voir l'histoire des gays sous Franco de façon biaisée. Ces catégories binaires ne sont bien évidemment pas complètement fausses,

simplement elles ne permettent pas de restituer toute l'histoire gay dans toute sa diversité et sa complexité. Par ailleurs, les outils pour construire cette mémoire gay biaisée sont souvent anachroniques. L'immense majorité analyse le passé gay sous Franco avec un regard actuel au lieu de l'historiciser radicalement. Nombreux et nombreuses sont ceux et celles qui ont analysé cette période de l'histoire gay avec une perspective d'aujourd'hui. Cet anachronisme, forcément réducteur et erroné, favorise les généralisations hâtives et les binarismes réducteurs. Ils ne permettent pas de restituer les faits dans leur contexte et c'est certainement pour cela que très peu se sont penchés sur cette période de l'histoire gay.

Je souhaite ainsi interroger la vision homogène sur les gays sous le franquisme. Il me semble que nous devons nuancer la construction de la mémoire gay sous le régime franquiste. Il ne s'agit pas de nier les témoignages actuels, bien évidemment ils sont très importants, mais il faut les compléter avec des études systématiques dans les archives pour pouvoir enrichir l'histoire gay et l'histoire du franquisme en général. Je pense qu'il faut s'éloigner des analyses du passé à partir de la situation actuelle. En définitive, les concepts manichéens et réducteurs instaurés par les mouvements de libération et repris tel quel par plusieurs historiens a posteriori ne nous permettent pas de comprendre le fonctionnement des institutions sous Franco envers les gays. Toutes ces images biaisées et la construction de la mémoire gay en général doivent être déconstruits grâce aux dépouillements des archives qui semblent s'ouvrir timidement aujourd'hui en Espagne.

GEOFFROY HUARD

LES GAYS SOUS LE FRANQUISME

DISCOURS, SUBCULTURES ET REVENDICATIONS À BARCELONE, 1939-1977

Comment vivaient les gays sous le franquisme ?
Quels discours avaient-ils sur leur sexualité ? L'homosexualité
était-elle vraiment condamnée ?
À partir de nombreux journaux, ouvrages, témoignages, rapports
de police et de médecins, documents d'archives des tribunaux de
« vagabonds et délinquants » et de « dangerosité et réhabilitation
sociale » – jamais étudiés depuis le retour de la démocratie
en Espagne –, l'historien Geoffroy Huard tente de répondre à
ces questions. Par une reconstruction minutieuse, rigoureuse
et documentée du monde gay de Barcelone, véritable capitale
gay de l'Espagne franquiste, il nous montre, au-delà des idées
reçues, comment s'exerçait à l'encontre des homosexuels une
justice de classe, une répression principalement limitée aux
classes populaires, quand leur mode de vie avait un lien avec
la délinquance, le vagabondage ou la prostitution, tandis que
les homosexuels des classes moyennes et de la bourgeoisie
pouvant justifier un travail et de revenus « honnêtes »
n'étaient pas condamnés. Ce sont ces modes de vie des classes
populaires et cette justice de classe que l'auteur restitue ici.
En fin d'ouvrage,
une importante bibliographie et un ensemble inédit de plus
de 150 pages d'archives viennent illustrer cette analyse.



ISBN : 978-2-36783-053-7

ISSN : 2265-0776

Prix France : 24,90 €